

Colloque du 29 et 30 janvier 2015 :
**Chercheur.e.s et acteur.e.s de la participation : Liaisons
dangereuses et relations fructueuses**

Retranscription de la table ronde du vendredi matin :
Des demandes des acteur.e.s au travail avec des chercheur.e.s

Table ronde animée par **Catherine Neveu** (Tram-IIAC) avec

Marie-Hélène Bacqué (Mosaïques-Lavue, Paris X), **Judith Ferrando** (Missions publiques) et **Mohamed Mechemache** (AC-LeFeu), **Frédéric Moreau** (délégué fédéral, Fédération des centres sociaux et socioculturels de Vendée), **Guillaume Coti** (Directeur du Centre social et culturel J2P-Paris 19^e)

Mohammed Mechemache :

[Une association inédite](#)

Pour réformer de la politique de la ville, le ministre François Lamy a initié une concertation nationale « Quartiers : engageons le changement ! » à Roubaix le 11 octobre 2012 et l'a clos à l'Assemblée nationale le 31 janvier 2013, en rassemblant les trois commissions constituées [Réformer la géographie, Rénover la méthode contractuelle dont la gouvernance et l'évaluation, Redéfinir les priorités thématiques de l'intervention], les nombreux techniciens et politiques invités, 300 participants mais pas les habitants. J'étais dans la salle et j'avais été très interpellé par ce phénomène. Suite à mon interpellation, il a été décidé une mission pour faire un rapport sur la participation des habitants. Le cabinet de François Lamy a décidé d'associer deux personnes pour cette mission, une personne de la société civile et une universitaire. C'est ainsi qu'avec Marie-Hélène Bacqué, nous avons commencé à travailler ensemble. Je ne connaissais pas Marie-Hélène, j'ai été voir ce qu'elle avait fait. Elle avait beaucoup travaillé sur des sujets qui me sont chers, comme les phénomènes de bande ou *l'empowerment*.

On nous a donné rendez-vous au ministère sans que nous ayons eu la possibilité d'échanger ensemble au préalable : on s'est rencontré à la sortie du métro, devant le ministère. Là-bas, j'ai dit que je n'accepterais la mission qu'à condition que le politique ne nous impose rien, afin de s'assurer que l'on aurait carte blanche pour voir ceux qu'on avait envie de voir. On a eu un échange à bâtons rompus avec le ministre autour de notre projet et il nous a laissé la latitude nécessaire. On a ensuite discuté de la façon dont on allait s'organiser. Ensuite on a pu se poser, échanger sur notre vision du problème, la façon dont on en était arrivé là, dont les habitants ont pu à ce point perdre pied, la façon dont on allait travailler.

[Un regard croisé](#)

La démarche était de dire, qu'on n'allait pas consulter toutes les associations institutionnalisées, mais plutôt donner la parole aux petites associations qu'on n'entend pas d'habitude et qui travaillent au quotidien. Celles qui luttent contre le clientélisme, les politiques locaux et pleins de problèmes qu'on a dans les quartiers. On a rapidement été en phase. On s'est fait découvrir nos univers : universitaire et acteur de terrain pour réfléchir à

comment aujourd'hui on allait **créer ensemble une courroie de transmission** entre les deux univers. J'ai pu découvrir moi aussi cet univers, voir comment les chercheurs comprenaient les choses, posaient un regard différent sur les problèmes que nous traitions, différent du nôtre. Comment pouvait-on articuler tout ça et donner un peu plus de sens à la possibilité de créer des dynamiques comme celle-là ? Je suis persuadé que c'est vers ça qu'on doit tendre. On ne peut plus laisser certains parler à notre place, on est aussi expert avec notre expertise d'usage. Comment ces deux expériences peuvent-elles s'articuler ensemble ?

Une logique de co-formation

C'est clair qu'aujourd'hui, il y a une nécessité de faire monter en compétence les militants et les faire travailler en binôme avec les chargés de mission « Politique de la ville », qui ont moins de théorie mais une plus grande pratique de terrain. C'est une des propositions du rapport. Certains n'ont pas toujours les moyens d'accéder aux concours mais il faut les valoriser, leur montrer qu'on a besoin d'eux. Il faut qu'il puisse accéder aux administrations, là où les choses se décident. Ce serait un moyen de penser en termes de « **co-formation** ». Notre commission a travaillé pendant six mois à l'élaboration des propositions, à faire en sorte que ça puisse se terminer par une conférence citoyenne. Pour tout ça, nous avons mobilisé beaucoup de chercheurs et d'associations. Ça ne s'est pas fait sans difficulté, lors de la réunion de lancement, le 8 février ; le tissu associatif avait le sentiment que c'était encore une fois les mêmes qui venaient fixer les règles et dire comment ça allait se passer (les blancs de plus de 60 ans, si on caricature) et qu'il se retrouvait une fois de plus en position de suppléant. Il y a eu un gros travail de pédagogie, sur la nécessité de collaborer, pour qu'on apprenne à se connaître et à travailler ensemble, pour montrer à ceux qui nous ont relégués au second plan, qui nous appelaient uniquement pour éteindre des incendies, que par l'action collective on pouvait faire beaucoup de choses.

Il y a eu des frustrations, des formes de violences qui ont émaillé la préparation du rapport, il a fallu débattre et dialoguer. Mais tant qu'il y a débat, c'est qu'on peut travailler. Ce travail nous a permis de lancer une dynamique, d'interroger les « gros » du milieu associatif et du milieu intellectuel, pour qu'ils se posent les bonnes questions (« Qu'est qu'on a fait, qu'est qu'on n'a pas fait ? » « Comment faire différemment ? ») Nous avons réussi à dialoguer avec les chercheurs, et je pense qu'il faut garder un pôle intellectuel dans la coordination pour nous guider au niveau des orientations, c'est important. Mais en face **il faut aussi que l'enseignement évolue**, c'est une des propositions du rapport que de laisser du temps aux chercheurs pour venir épauler le tissu associatif. Moi en tant qu'éducateur de rue, j'en ai fait l'expérience en travaillant avec une école d'architecture à Versailles : on est parti de leur regard sur les quartiers et on les a emmenés dans la rue pour voir le sens que prenait concrètement leurs idées de reconstruction. Il faut commencer à penser différemment les façons de faire, à apprendre à travailler avec les acteurs qui peuvent éclairer l'autre, ne pas détruire ce qui fait la mixité et le vivre ensemble. Le risque c'est d'isoler les gens, et ceux qui vivent ces situations ne sont pas ceux qui les ont conçus.

La construction de légitimité différenciée

Catherine Neveu :

C'est important de voir que l'accès à la parole est différent en fonction des statuts et des positions sociales, **il y a des légitimités différenciées**. C'est également intéressant de voir que les scientifiques se retrouvent dans une position « d'appui » et de regard croisé.

Marie Hélène Bacqué :

J'ai accepté cette mission pour l'opportunité de travailler avec Mohammed. Ça lui a donné un sens qu'elle n'aurait pas eu autrement. On a eu une collaboration entre un type issu des mouvements sociaux et de l'immigration et une femme blanche universitaire ; je le dis d'autant plus franchement que c'est ainsi que ça a largement été vécu dans les différentes rencontres, par nos interlocuteurs, et ce quels que soient leurs statuts. Tout au long de la mission, cette question de la légitimité de chacun a été en jeu. Par exemple, une journaliste de France 3 nous a suivis pendant une partie de la mission et a décidé de me mettre systématiquement hors champ. Je n'étais sur aucune image et c'était centré sur Mohammed. Le jour de la conférence de presse, on a été invité à présenter le rapport au journal de France Inter et je n'ai pas été invité, ils s'en sont tenus à Mohammed, François Lamy et Éric Raoult. À l'inverse, devant l'association des maires de banlieues, Mohammed n'était pas invité à la table ronde car on voulait « un regard universitaire ». Il y a eu cette tension en permanence.

Pendant les rencontres de la commission, il y a eu des gens qui disaient « je suis là pour Mohammed », et moi ma légitimité était à construire. On a tout le temps été dans cette tension, ça a participé à notre travail. On s'est toujours battu pour que ce soit le duo qui soit mis en avant et les apports de cette forme de travail sont assez difficiles à faire entendre. Le rapport est fort car il a été co-construit avec les acteurs, ce que n'aurait jamais pu faire une intellectuelle travaillant toute seule. Il y a une **dynamique d'alliance**.

Les modalités de travail sont originales, notamment la conférence de citoyens organisée avec Missions Publiques, l'approche universitaire qui a porté le dispositif et les réseaux associatifs qui l'ont fait vivre. Ce type de collaboration contribue à faire bouger le regard qui est posé sur l'autre. Ainsi, le regard sur l'universitaire au sein de la Coordination Pas Sans Nous a changé. Ce n'est plus simplement être là pour écrire, « faire à la place de », mais on est plus dans une idée de coopération forte, de regard croisé. Le chercheur peut aider à objectiver un certain nombre de choses, à trouver un certain nombre de partenaires, **cette notion d'appui est désormais au cœur de notre travail**.

Derrière ce rapport, cette expérience, il y avait vraiment ce souci de créer une dynamique qui montre par l'action l'importance de décloisonner. Dans le monde universitaire, il y a souvent un soupçon sur la double légitimité. Je dois dire que j'ai beaucoup appris en faisant ce rapport et ce que je peux dire c'est que les propositions ou la radicalité du rapport auraient été très différentes si j'avais travaillé seule. Du coup, ça m'a amené à me poser un ensemble de questions sur mon rôle en tant que chercheur, sur le décalage d'un milieu de la recherche très pris par des enjeux corporatistes. Je mène actuellement un travail avec des collègues québécois, autour de la construction de la représentation de leurs quartiers par les habitants grâce à l'usage d'audioguides. J'ai pu mesurer la différence de posture des chercheurs qui n'ont pas le même rôle social. Ici on a une espèce d'angoisse que notre travail ne serait plus scientifique, que la collaboration avec les acteurs risquerait de nuire à la qualité scientifique de notre production. En fait, ces travaux issus de collaborations sont dévalorisés, il faut absolument qu'on se démarque en tant que sociologue de ce que feraient les travailleurs sociaux. Il me semble que ça ouvre tout une série de questions qui restent à creuser et à développer.

Catherine Neveu :

Ce qui me frappe par rapport à hier, par rapport à nos discussions sur « comment on fait de la participation entre des acteurs de mondes différents ? », c'est que la question de la violence n'est quasiment pas apparue et là on voit bien qu'un des dangers sur lesquels on doit travailler, **c'est cette question de la violence des rapports sociaux**. Là il me semble qu'on a une dimension qui nous a échappé.

Ce qui me frappe également c'est que dans la relation chercheur/acteur, le chercheur est acteur dans la mesure où il est responsable des choix qu'il fait, des missions qu'il accepte et de la position qu'il accepte d'occuper. Et il me semble qu'on a aussi à réfléchir sur les conditions dans lesquelles on accepte d'intervenir. Ce qu'on va produire ne sera pas la même chose si on ne met pas de conditions, si on accepte des « arrangements », voire des compromis sur ce que l'on accepte de voir ou de dire et sur la représentation des groupes sociaux.

Ce que le terrain fait aux concepts

Judith Ferrando :

Je vais parler ici au titre de Missions Publiques, le cabinet-conseil qui a accompagné la conférence de citoyens et l'élaboration des mesures du rapport avant sa présentation publique. Je parlerai également en mon nom sur la façon dont j'ai vécu cette expérience à travers les questions de porosité et d'étanchéité des différents mondes. La notion de confiance/défiance est également très importante, la question de la posture aussi.

Je pense qu'il est important de revenir sur la manière dont ce rapport a été conçu. Vous avez fait un tour de France, vous avez été à la rencontre des acteurs associatifs, dont certains sont d'ailleurs ici, pour savoir comment ça se passait sur le terrain, y compris dans des collectifs émergents. Et puis vous avez souhaité **mettre le rapport à l'épreuve des pratiques** et tester les conditions de mise en œuvre. Vous avez donc souhaité qu'il y ait une « conférence de citoyens » (alors je mets des guillemets car ce n'est pas une conférence orthodoxe, c'est plutôt une centaine de représentants de collectifs associatifs qui passent deux jours ensemble à délibérer autour du rapport et proposer des amendements et des améliorations). Cette conférence s'est tenue fin juin 2013. Comment tout ça s'est passé ? Le ministère a lancé un appel d'offre auquel a répondu Missions Publiques. Mais ça n'a pas été pour nous une conférence comme les autres, et ça je voudrais vous le raconter car ce n'est pas dans le rapport.

D'une part, on se connaissait avec Marie-Hélène et ça a joué dans la sélection du prestataire, car ils avaient envie d'avoir quelqu'un en qui ils avaient confiance, là où le ministère aurait peut-être préféré que ce soit une boîte de communication plus classique. Je raconte un peu la petite histoire mais je pense que c'est intéressant. Nous on a été financé par le ministère de la Ville, mais le pilotage se faisait vraiment en direct avec Marie-Hélène et Mohammed, vous avez vraiment eu carte blanche et le ministère a vraiment laissé les choses se faire. Pour nous, en tant que prestataire, ça a été particulier. Comme d'habitude, nous avons fait en sorte que tout se passe bien et que la conférence puisse se dérouler et produire un avis, mais également, quelque chose qui n'arrive jamais, **on a eu une coalition de cause avec nos pilotes**. Par exemple on a accompagné une conférence de citoyen sur les déchets nucléaires pour la Commission Nationale du Débat Public, mais jamais on aurait pu adopter le point de vue de la CNDP et encore moins celui du porteur de projet... On a toujours gardé une

équidistance entre l'ensemble des acteurs. Ça n'a pas du tout été le cas ici, on a eu une posture qui n'est ni celle du « méthodologue » (animateur des réunions), ni celle du militant, et ça joue beaucoup.

On s'est beaucoup interrogé sur la manière de mettre en débat un rapport qui était déjà long et fourni avec plus de cent acteurs sur deux jours. Il y avait beaucoup de bavards, et surtout ces acteurs n'étaient pas aussi « dociles » que les citoyens tirés au sort dans les panels qui ne se connaissent pas, n'ont pas de passifs et sont fort policés. Là il y avait de la violence et de l'intensité. Ce qui est intéressant c'est que les gens qui sont venus, beaucoup ont dit « je suis venu pour Mohammed », ce qui veut dire qu'ils avaient une grande confiance en lui, qui était le leader charismatique, alors que Marie-Hélène avait la légitimité universitaire. Nous, nous avons la figure du cabinet de conseil, payé par le ministère, donc la défiance était forte. Donc il a fallu, en plus, mettre en abîme une démarche participative sur la participation. Dès qu'on proposait une méthode, elle était soumise à beaucoup de commentaires et de résistances. Il a fallu gagner la confiance. On a eu beaucoup de temps d'interactions autour de ce qu'on voulait faire, ça partait un peu dans tous les sens, et il faut voir qu'on était avec des acteurs qui avaient une grande capacité à communiquer. Mais il y avait pleins de jeux d'acteurs que nous ne maîtrisons pas, et il n'y avait que toi Mohammed qui pouvait les décrypter.

De la coalition de causes vers la « co-formation »

Dans cette expérience, il y a des chercheurs et des praticiens **qui ont pris le risque de sortir de la neutralité axiologique** souvent arborée. Il y a eu beaucoup de prises de risques de part et d'autres, et j'insiste là-dessus, car accepter un rapport de l'Etat c'est aussi prendre le risque de passer pour un « suppôt du pouvoir », ou un « vendu ». Au final, ça s'est plutôt bien passé. À la fin, même les gens critiques ont quand même dit « on a fait tout ça ! ». Ce qui est intéressant c'est qu'au-delà de la production du rapport, il y a eu un effet de coalition de cause, et ce n'était pas gagné... Et ça Mohammed tu y es pour beaucoup, en expliquant aux sceptiques qu'il fallait laisser la possibilité au Ministre de se saisir du rapport et que si ça ne passait pas, l'action entamée se développerait tout de même. En fait, on a eu une base arrière de soutien du rapport, ce qui a fait qu'une partie du rapport a été traduit dans la loi et que ce qui n'a pas été traduit continue à être porté.

D'ailleurs à Missions Publiques, nous sommes également sortis de notre pure figure « d'entrepreneur de la participation » puisqu'on a continué à vous accompagner en dehors du marché, lors des différentes manifestations en tant que bénévoles. Aujourd'hui on se retrouve en position de prestataire, sur des conseils citoyens par exemple, où par contre on revit quelque chose de plus compliqué, entre faire bouger de l'intérieur un système dans les villes et ce qu'on aurait envie que ce soit, et on porte aussi ce rapport qui suscite parfois des réactions épidermiques.

J'ai beaucoup appris pendant cette expérience, j'ai pris des grosses claques, notamment sur le fait que je représente la domination du fait de mes déterminants sociaux... Au début je trouvais ça injuste, et après je me suis dit « on en est là, on vit de l'étiquetage réciproque » et c'est terrible. C'est donc très important de faire évoluer les regards que l'on a les uns sur les autres, et j'ai pris conscience de la poudrière sur laquelle on est, notamment sur les questions de laïcité, vue comme l'arme du dominant. Moi ça m'a alerté et donné envie de me bouger. C'est important s'interroger sur la réciprocité sur la **co-formation**.

Dénoncer le système et créer de nouvelles dynamiques

Catherine Neveu :

Cette question des formations croisées et les manières d'y entrer et d'en sortir paraissent extrêmement importantes. Est-ce que Mohammed tu as des choses à compléter sur ce processus de collaboration ?

Mohammed Mechemache :

Non, je pense que Marie Hélène a bien résumé. Cette violence dont on parle est compliquée ; je l'ai mal vécue, et j'étais mal de voir comment les autres l'ont vécu, parce que moi je pouvais la ressentir, avec le recul que j'avais, et qu'il fallait avoir les mots justes pour rattraper les phrases dites, dures. On a entendu des choses qu'on n'aurait pas acceptées, d'un côté comme de l'autre, et il a fallu trouver les mots justes. Et expliquer à toutes ces personnes-là qu'il faut commencer à changer chez nous ce qu'on voudrait changer chez les autres ; que ce qu'ils ont subi sur certains moments, si on continuait à faire de la même manière, on serait pire. Du coup il faut qu'on se serve de ces expériences, qu'on s'appuie là-dessus et qu'on ne reproduise plus les mêmes erreurs. On en a trop souffert, et on continue à en souffrir, et cette violence, la façon dont elle est vécue d'un côté ou de l'autre, il n'y a pas pire en réalité. Quand ça s'exprime comme on l'a vu en 2005... Pour la forme, on pourra en discuter, mais cette violence qu'on subit, c'est celle qui nous plonge dans un silence et quand on n'entend plus ces gens, c'est qu'on arrive au bout d'un processus, où les choses se passent différemment. Malheureusement, on en a connu vu les choses qui se sont passées dernièrement, on en a connu il y a dix ans, trente ans. Il y a trente ans y avait des gars qui avaient tout simplement demandé à ce que les crimes racistes s'arrêtent, ils demandaient tout simplement l'égalité ; ils avaient décidé de s'appuyer sur une marche, pacifique, pour dire "ce qu'on réclame, ce n'est pas plus pas moins que ce qu'ont les autres". Il y a trente ans, il y avait une main tendue, qui n'a pas su être saisie ; au contraire on l'a même détournée, instrumentalisée, on a redéfini la marche pour l'égalité, contre le racisme, comme la marche des Beurs. Ensuite, il y a dix ans, on a connu une révolte sociale, dont les responsables politiques avaient plutôt envie de dire que c'était une émeute, des émeutiers, qu'il n'y avait pas de sens, pas de revendications politiques ; alors que l'explication qu'on avait rencontrée nous, à une autre échelle, locale, n'était pas la même. Quand on entend le politique évoquer ces excuses, la polygamie, la démission des parents, le rap, on se dit qu'ils raisonnent sans se poser la bonne question : est-ce qu'eux n'avaient pas failli à leurs responsabilités ? On avait donc décidé d'agir, de se dire "si eux ils ne le font pas, qu'est-ce que nous on fait pour que les choses changent".

Donc on a lancé un cahier de doléances, on est parti discuter avec les gens, on a fait en sorte qu'on ne soit pas que du côté assistanat ou misérabiliste. On a essayé d'interpeller les responsables politiques pour dire "Ce cahier de doléance, on aimerait le présenter à l'hémicycle, à l'ensemble des responsables politiques". On a eu qu'une réponse de Mr Debré à l'époque : "Mettez ça chez le gardien" ; vous voyez le mépris, encore une fois comment on nous traite, ce n'est pas concevable.

Donc, il y a 10 ans, une France qui s'embrase ; une réponse sécuritaire, avec un état de siège. Ça a existé deux fois l'état de siège : la guerre d'Algérie et en Nouvelle Calédonie. Et la troisième fois, c'est ce qui s'est passé en banlieue. C'est-à-dire qu'à un moment où à un

autre, on n'a pas compris qu'il y a des gens qui se sont auto-mutilés, ils ont fait un suicide collectif, chez eux. Ils ne l'ont pas fait pour se faire plaisir, ils ont brûlé des voitures des écoles et ainsi de suite, mais ça veut dire que quelque part, ils sont tout simplement en train de dénoncer un système qui dit "L'école de la République va te permettre de t'épanouir et d'avoir les mêmes chances que les autres". Mais ce n'est pas vrai. Il y a une violence d'un système qui fait subir une pression via l'uniforme, qui est détestable. Y compris les pompiers ont du mal avec l'amalgame sur l'uniforme, et cet amalgame il est fait parce qu'il y a une forme de répression qui est faite constamment.

Sans compter que des gens, sur un simple contrôle policier, ont perdu la vie, ce qui s'est passé en 2006 se termine malheureusement par un non-lieu. Ce qui s'est passé en 2010 a été traduit d'une autre manière, on a interpellé les responsables politiques, on a préféré mettre un mouchoir. Or, dix ans après, ce qu'on était en train de dénoncer s'est traduit par 17 morts. **Donc à un moment ou à un autre, il faut qu'on arrive à faire changer, collectivement, la situation** ; on a tous un rôle à jouer, nous en tant qu'acteurs de terrain, vous en tant que chercheurs, scientifiques. C'est aussi au plus haut niveau notre rôle de dire "Il va falloir arrêter de faire comme vous l'entendez et faire ensemble, parce qu'on reste une partie de la solution et pas le problème". Il faut absolument qu'on continue, y compris dans les formations, de travailler de cette manière, de faire ensemble et pas les uns contre les autres sinon on va aller dans une impasse. On a commencé à y penser, indirectement, on ne s'est pas arrêté à la question du rapport, **on a voulu faire le "service après-vente"**.

Et derrière ce qui a fédéré c'est qu'on a dit "ce n'est pas notre rapport, à moi et Marie-Hélène Bacqué, c'est à tous ceux qui aujourd'hui pensent que ce rapport peut être le socle commun de ce qu'on doit tous porter pour arriver à créer ce vivre ensemble". Parce que si on se rappelle, il n'y a pas si longtemps, il y a des gens qui sont morts ensemble, et à cette époque-là on regardait ni leur couleur de peau, ni leurs religions. Donc il faut dépasser cette notion du vivre ensemble, quand on sait que les gens sont morts ensemble, par le sang, on défendu des libertés.

[Collaborer dans une logique de formation-action](#)

Frédéric Moreau :

Moi je vais vous parler d'un travail autour de la participation des habitants, mais pas forcément celle dont vous parliez ; la participation de personnes qui viennent dans nos structures sur le passage de la consommation d'activité à l'engagement citoyen. Ça a commencé en 2009 par des débats dans notre réseau, dans lesquels ressortaient beaucoup de choses sur les motivations des personnes, mais pas d'outils, pas de références documentaires, peu de matière. Et on s'est dit qu'il était temps de regarder ce que nous faisons au regard de ces théories creusées à des niveaux universitaires.

On avait déjà eu une expérience de collaboration avec un sociologue sur la méthodologie d'évaluation, travaillé un peu sur la façon dont, dans les groupes, ça pouvait s'articuler, mais on avait un seul regard, on en souhaitait plusieurs. Nous avons donc lancé une formation-action sur trois thèmes : la participation des bénévoles aux activités, la participation bénévole et la progression dans les structures, et le renouvellement des dirigeants, donc la gouvernance. Nous avons un principe qui est celui du travail associé ; nous ne sommes pas dans un schéma de type : "les pros se forment et les bénévoles, ou les habitants, ne sont pas avec eux", donc de fait, c'était les conditions de cette formation-action. Et on est allé un peu

à la pêche. C. Neveu m'a demandé "comment avez-vous cherché les chercheurs ?" ; Internet nous a pas mal servi, on a aussi du réseau.

On avait quelques théories qu'on voulait aborder, comme celle de Marcel Mauss, sur le don et contre-don, donc on est allé chercher Alain Caillé ; on avait quelques lectures autour de théories traduites par Michel Adam dans un bouquin, "*Association, l'image de la société*" ; et puis sur la gouvernance, comme nous ne pouvions pas être sur un principe venant du monde de l'entreprise, nous sommes allés vers quelqu'un qui travaillait plutôt autour d'apports philosophiques et sociologiques. On les a ensuite contactés, et je pense que la rencontre elle vient déjà de la conviction ; si on n'y croit pas, on n'y va pas. Je pense que sans implication, ça ne marche pas. Il y avait une contrainte, on ne souhaitait pas des apports théoriques avec un cours en amphi, mais bien **une formation-action**, avec une exigence, une production en fin d'expérience.

Ça a pris 18 mois, des séminaires de deux jours, avec les sociologues, les trois groupes se croisant, faisant des restitutions croisées le soir ; les trois experts étaient associés à tous les débats d'idée, donc il y avait de la confrontation de position, et puis est apparue une première difficulté, la sémantique. Dans le lot, sur 70 personnes, il y avait des pontes, mais également des gens, des administrateurs, qui n'ont pas une approche scolaire de la question ; il a fallu décortiquer trente ans d'exploration pour certains en trois séminaires de deux jours. Vous verrez sur le résultat, on a réussi à faire une mallette pédagogique avec 21 outils, une fiche étant une théorie.

Pendant ces journées il a fallu aussi parler de co-formation, il a fallu se mettre en phase entre l'apport scientifique et l'attente des groupes, et puis la déclinaison dans les structures. Parce que, dans la formation action, chacun avait l'obligation de rentrer dans sa structure et de mettre en place les outils qu'on avait co-construit, de les tester et de les retourner. Une expérience donc compliquée mais enrichissante, avec un pari sur la déclinaison d'un outil, dont les sociologues nous disaient que nous n'y arriverions pas, qu'on ne pourrait pas simplifier ce qu'ils allaient nous ont apporté. Une autre difficulté était aussi qu'ils [les chercheurs] nous disaient : "vous ne bougerez pas ce qu'on vous apporte en termes théoriques". Donc pendant 18 mois, nous n'avons rien touché et puis il nous a fallu un an pour modéliser les choses et arriver à des outils pédagogiques. **Avec des cahiers théoriques faits en aller-retour avec les experts**, mais avec la décision, à partir d'un moment, de dire : "ça nous appartient, ça ne vous appartient plus, et on le décline comme on le souhaite parce que sinon ce n'est pas possible (notamment sur le vocabulaire)" !

Pourquoi fait-on appel à ces chercheurs ? **On voulait un regard décentré par un regard scientifique légitime, une référence externe à notre réseau.** En termes de modélisation, on ne pouvait pas le faire nous même, il nous fallait des apports. Cette expérience s'est déroulée en Pays de Loire, et au final, quand on a sorti les mallettes, les phases bêta, le national a trouvé que c'était intéressant de le partager ; l'Etat également voulait participer, et ces mallettes ont été distribuées dans toutes les fédérations de centres sociaux de France, avec une volonté d'être sur un essaimage qui ne soit pas de type : "vous achetez une mallette et vous en faites ce que vous voulez", mais d'avoir un minimum de formation dans les régions, notamment pour les directeurs de structures.

Ce que ça a apporté, c'est la légitimité qu'on souhaitait au départ. Ce travail est reconnu tant par ce qu'il a amené en termes très concrets, que par les acteurs qui y ont été associés, que

par le fait d'avoir autant de personnes différentes qui ont travaillé sur le même sujet pour essayer d'aboutir à quelque chose de pratico-pratique. Il y a encore un écart, à l'origine, on voulait un jeu collaboratif, mais nous n'avons pas réussi car la marche est trop longue.

Différentes postures des chercheurs

Quant aux chercheurs, on a eu trois chercheurs, donc trois postures :

- **Une posture très descendante**, d'un apport théorique qui s'est confronté à un groupe loin d'accepter du "très descendant" ; il a donc fallu recadrer les choses avec cette personne et lui dire que ça n'allait pas, tant en termes d'apports que de méthode, que le groupe ne s'y retrouvait pas. Ça ne pouvait pas redescendre si déjà les 60 personnes n'arrivent pas à s'approprier les éléments, les pratiques qu'elles doivent essayer une fois rentrées chez elles ;
- La deuxième posture a été **celle d'un chercheur déjà dans le milieu associatif**, habitué à "butiner" un peu partout, ayant son propre vécu associatif ; il co-construisait ses outils en direct live, dans ses associations, donc ça n'a pas posé de problèmes. En revanche, il n'y a pas eu d'évolutions dans son regard à lui.
- Dans la troisième expérience, sur la gouvernance, **le chercheur était encore en construction de sa théorie, avec des postulats arrêtés** ; et cette expérience a bougé son regard dans sa recherche. On est parti de : "c'est ce modèle qu'il faut pour une bonne gouvernance", et au final on a démontré que ce n'était pas si simple, que la vie c'est une question d'équilibre ; il y a un principe de réalité associatif. Ça a été une des choses les plus retenues, le fait que ce travail là ait induit de bouger les apports théoriques, et pas simplement que l'apport théorique vienne faire bouger les pratiques. C'est vraiment cet aller-retour qui est important, ça permet la co-construction.

On a donc quand même mis plusieurs années, entre 2009, le début des débats, et l'essaimage l'année dernière ; là on pense refaire des maquettes puisqu'elles sont demandées. Il y a une économie autour de ça, il faut trouver des financements, c'est assez lourd, même sur des réseaux comme les nôtres.

Catherine Neveu :

On voit que les dynamiques sont différentes, mais il y a des constats communs : l'importance de la réciprocité, la question du temps, avec des démarches qui demandent du temps. S'il y a des questions, remarques, je vous invite à contribuer à la discussion.

Frédéric Moreau :

je voudrais juste faire une remarque ; ça nécessite de l'implication personnelle, des gens qui participent, mais aussi des chercheurs. Il était inconcevable pour nous de ne pas faire des animations particulières, on a fait du théâtre forum où on se met personnellement en danger, et là ça a été compliqué la première fois, les chercheurs, étaient... Au départ leur implication a été compliquée.

Questions sur les croisements des savoirs : pouvez-vous donner un exemple de ce qui a été appris au contact des autres ?

Sur la conférence citoyenne, de quelle nature et quand ont eu lieu les débordements, et à quel moment on en tient compte et à quel moment on laisse déborder ?

Judith Ferrando :

J'ai appris des choses sur le fond du sujet, je n'étais pas du tout spécialiste des questions des banlieues et de l'immigration, et je me suis nourrie de ce que les gens en face de nous racontaient. Attention c'était des associatifs, des collectifs d'habitants, pas vraiment "ordinaires", ils avaient tout un parcours militant particulier. J'ai appris par ce qu'ils me racontaient de leur parcours militant, et des différences qui pouvaient y avoir dans la France entière entre les situations locales, et de la façon dont la politique de la ville avait été instrumentalisée par des élus, agents, acteurs associatifs. J'ai appris que les mots étaient piégés, que des mots qui pour moi voulaient dire quelque chose ne voulaient pas dire la même chose pour tout le monde. Les principes républicains dont on est nourri, par exemple. C'est très perturbant. Ce qui pour moi sont des principes d'émancipation peuvent être également des principes de domination, c'est peut-être un peu rapide, mais ça fait réfléchir. J'ai beaucoup appris de ce binôme. J'ai appris sur mes manières d'animer. J'ai appris que ce que je pouvais projeter pour les gens n'était pas du tout ce que je pensais que je projetais. En même temps, ça m'a renforcé dans la conviction qu'on avait des exigences de temps pénibles, mais que c'est à cette condition qu'on a réussi à produire un travail partagé, en notant les points de désaccord, un processus très transparent. Et les gens se sont reconnus dedans, ce qui n'était pas gagné. J'ai été frustrée, comme tout le monde, mais ça a marché.

Sur les régulations, les débordements, il y a eu des mises en cause de la méthode, ce qui est classique dans les démarches participatives, sauf que là on était avec des gens avec une capacité d'être plus grande gueule que quand on a des citoyens ordinaires.

Il y a eu donc des régulations de deux ordres ; des régulations de rappel à la méthode : "OK il y a plein d'autres méthodes, mais là y a un temps donné avec telle méthode", donc c'est arbitraire, assumé par l'animateur. Et puis il y avait d'autres débordements, par exemple sur la question de savoir si quand on voit le ministre, chacun porte sa parole ou si on se met d'accord sur une position collective. Donc il y avait de vrais enjeux sur l'existence de chacun dans le collectif, dans le contre-pouvoir, sur le fait de penser les mêmes questions. Là les régulations étaient plus effectuées par Marie-Hélène et Mohammed. Et on voit vraiment comment marche le binôme. On voyait le truc qui débordait, ou qui allait déborder, Marie-Hélène Bacqué et Mohammed Mechmache discutaient en aparté ; c'est Mohammed qui y allait ensuite, qui faisait le juge de paix ; **c'est aussi beaucoup la personne de Mohammed qui a joué.** Il y a eu une vraie intelligence de F. Lamy de trouver un acteur associatif qui avait assez de légitimité pour que les autres l'acceptent.

Marie Hélène Bacqué :

Il y a eu aussi des régulations de la part de Missions Publiques en rappelant aux participants qu'il y avait un vrai enjeu aussi dans cette conférence, à faire la preuve que tous ensemble on était capables de produire un rapport. Et du coup l'injonction de se mettre au travail s'est répétée au fil de ces jours et elle a permis de se dire "ok on est pas d'accord, mais on a envie de finir ce rapport, de se remettre au travail".

Mohammed Mechmache :

Il n'y a pas eu de contrat de travail entre le monde associatif ; il y a eu des enjeux. Il y a eu le côté "je fais mon truc et ne piochez pas dedans". Nous avons expliqué que chacun avait ses spécificités, qu'il était nécessaire de continuer à œuvrer localement, sans retirer la légitimité des associations. Mais que si on était tous réunis autour d'un rapport basé sur la question de savoir comment redonner du sens, comment les habitants deviennent acteurs et auteurs, il fallait mettre les égos et les orgueils de côté et les laisser à la porte, pour se dire qu'on ne fait qu'un. C'est pour ça que ce socle a fini par mettre tout le monde d'accord. À la fin de la journée, on était super content parce que ce socle a été voté, à la majorité, donc ça a été notre outil, notre socle, à porter chez nous. Et jusqu'à présent c'est notre rapport. On avait ajouté "ça ne se fera plus sans nous", parce que ça symbolise ce que nous on a décidé de faire puisque les autres ont décidé de faire autrement.

Marie Hélène Bacqué :

J'ai appris de l'intérieur la violence, parce qu'être avec Mohammed à Bordeaux, voir un prof de Sciences Po me vouvoyer, l'appeler Mohammed et voir quelqu'un qui se lève, pour lui dire d'arrêter, là, la violence on la reçoit en pleine figure. Ça fait comprendre certaines choses et son poids dans le quotidien des habitants. Et je l'ai compris aussi à l'inverse, quand dans notre AG on m'a dit "bah toi t'es une intellectuelle blanche, t'as rien à dire", mais en même temps après on m'a demandé d'être porte-parole, donc c'était ambigu. Ces deux formes de violence ne sont évidemment pas équivalentes, parce qu'il y en a une aujourd'hui qui est une réaction à une réalité, et je suis l'intellectuelle blanche, donc je suis favorisée.

Et puis j'ai beaucoup appris sur les questions des quartiers populaires, sur la question des femmes, leurs places dans les débats, sur la question des rapports politiques, de la politique partisane, toute une connaissance du terrain. Mais ça m'a appris théoriquement aussi, par la méthode et la position qu'on a eu avec Mohammed, qu'on pourrait appeler dans notre jargon une forme d'activisme délibératif, dans une logique de contre-pouvoir, de délibération, que je n'ai pensé qu'après, et qui me semble aujourd'hui fructueuses. Et puis j'ai appris avec Missions Publiques à réfléchir à la mise en œuvre d'un dispositif, ce que ça veut dire. Dans le monde universitaire, il y a une forme de déqualification de la consultance, de l'étude, alors qu'il y a différente façon de mobiliser des sciences sociales, et elles sont toutes aussi nobles.

La question du temps est essentielle, le temps d'un universitaire n'est pas le temps de celui qui agit sur le terrain, il y a eu des conflits très forts, d'abord parce que je suis dans une institution qui a des attentes pour moi, de production ; parce que le regard des collègues sur cette espèce d'agitée qui va dans plein de débats et parle à la presse c'est pas forcément très flatteur. Par moment, c'est vrai que ça serait plus confortable si j'avais quinze jours dans mon bureau, toute seule pour écrire un article. Oui ça amène à réfléchir à son statut de chercheur, en surplomb, et ça amène à réfléchir à d'autres modalités, qui ne sont pas contradictoires avec des statuts de prise de recul.

Catherine Neveu :

je vais poser une question à F. Moreau, est ce que dans votre travail, la question de la légitimité se pose pour les salariés des centres sociaux, et est-ce que ce travail a pu amener

des tensions, interrogations, sur la remise en cause en tant que salariés des compétences professionnelles qu'on a acquises ?

Frédéric Moreau :

Non, visiblement non.

Par contre ce qu'on a eu comme difficulté, c'est le statut. Moi en tant que pro, je ne fais pas la même méthode d'animation que j'ai l'habitude de faire avec les habitants.

Nous on a besoin de caractériser ce qu'on fait, et ça a fait bouger notre regard. Depuis 30 ans on est centré sur le collectif, on ne pense que par le collectif et on en avait un peu perdu le suivi de l'individu. Ce travail a fait évoluer notre regard sur notre métier. On a un miroir théorique, un langage différent. On est au croisement de différentes choses. Ça permet de co-construire une décision partagée vraiment.